

20412 - Luppy.

Cantons de Thimonville en 1790, de Solgne en l'an III puis de Pange en 1802. A pour annexe Hicourt et la Corvée.

An IV [23/09/1795 - 21/09/1796] - 1871

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé du 11 avril 2022.

20412/1

Administration générale.

An VI [22/09/1797 - 22/09/1798] - 1871

Autorités municipales.

Délibération relative à l'administration communale (an XII). Rejet de la réclamation de Charles Sibille contre le maire Clause et condamnation d'Anne Saunier pour avoir perturbé l'adjudication du troupeau de brebis (1836, 1837). Instruction relative à la plainte de Sibille contre le garde champêtre Georges Noirjean (1837). Rejets des plaintes de Sibille contre le maire et les gardes champêtres (1842) et contre les gardes Georges Noirjean et Jean Vignon (1845-1849).

Affaires générales.

Approbation d'un arrêté du maire prescrivant la suppression des latrines établies au-dessus du fossé traversant les jardins (1849).

Instruction publique : délibération fixant les dépenses d'instruction primaire (1835), instruction favorable à l'établissement d'un abonnement annuel pour l'école des filles (1855), approbation du prix d'abonnement à la salle d'asile (1868), votes de crédits pour le chauffage des salles (1867, 1868), paiement des objets fournis par la veuve du libraire Alcan (1869).

Cultes : observations au maire relatives à l'application erronée d'une circulaire sur les recettes des fabriques (1818, 1819), instruction relative au refus du conseil de voter un secours à la fabrique (1826), autorisation de verser un secours de 200 F à la fabrique et observations relatives aux ressources à disposition (1826), observations sur le paiement du voyage du curé pour assister à la bénédiction de la cloche (1828), vote d'un secours pour l'achat d'ornements (1839), instruction relative aux frais de la fabrique pour la location et à la division des bancs d'église (1865).

Assistance publique : rejet d'une demande de secours de Nicolas Joly pour défricher une parcelle inculte (1846), vote d'un crédit pour payer l'allocation aux enfants assistés dans le département (1867).

Comptabilité.

Perception de Luppy : traité avec Nicolas Lombard (an VI), lettre de transmission de mandats par le percepteur Richard (1850, 1851), instruction relative à la régularisation du compte de gestion de feu Lacondamine (1851), réponse du percepteur relative au déficit de la commune et à l'augmentation des redevances communales dans sa perception (1852, 1853).

Recettes : achat d'une inscription de rente de 95 F sur l'Etat (concerne aussi Hatrize, 1818, 1819), approbation des rôles (1820), correspondance relative au versement du produit des amendes de police (1825), instruction relative à la demande d'inscription en non valeur des redevances dues par Claude Cay (1837) ; mandats de remboursements de sommes placées au Trésor pour payer les droits des biens de main-morte, la contribution foncière sur les bois, le salaire de l'instituteur et les travaux sur le chemin de grande communication n° 62 (1851) ; rôle des redevances sur les biens communaux (1866).

Dépenses : paiement du montage du poêle dans l'école des filles, du nettoyage des abreuvoirs, de l'achat d'une corde et de l'entretien des fontaines (1826), lettre de transmission des mandats de paiement des feuilles de rôles, du transport de la cloche et des travaux à la fontaine (1826) ; paiement des messes fondées par Philippe Becoeur, de la fourniture d'une corde, des transports de la cloche, du bois de chauffage et des corps de fontaine et de la réparation de la caisse du tambour (1828, 1829), autorisation de paiement des frais d'abornement et de la contribution foncière assise sur la maison achetée pour servir d'école (1833), vote d'un crédit pour payer les remises et l'allocation du receveur (1868), paiement des imprimés fournis par le receveur (1868, 1869).

Dépenses de guerre : mandats de paiements de deux cercueils et deux fosses pour des soldats allemands, de l'enfouissement des animaux de l'armée et de fourniture d'eau-de-vie aux ouvriers employés à cet effet, d'un voyage de Nicolas Bouchy à Sarrebruck et de démarches pour vendre les voitures, de fourniture d'huile et d'éclairage pour le corps de garde et la confection de deux guérites, du vin réquisitionné par les cuirassiers du 8e régiment allemand (1871).

Personnel.

Rejet des réclamations d'Etienne Cheilliet pour être réintégré aux fonctions de tambour-afficheur (1853, 1860). Paiement du voyage de la sage-femme Catherine Baudinet aux eaux de Plombières (1870).

Instituteurs : démission de François Mangin remplacé par Michel-Nicolas Thiriot aux fonctions d'instituteur, chantre et sacristain (1835), approbation du vote du traitement et de la rétribution scolaire d'une institutrice laïque (1856), approbation des conditions d'envoi d'une soeur par la congrégation de la Providence de Peltre (1861), vote de crédits pour les traitements de la directrice de la salle d'asile et sa bonne (1868).

Desservants : augmentation du traitement du curé Lami en échange du legs de sa maison à la commune (1812), instruction relative au paiement des messes fondées par Philippe Becoeur (1831, 1832).

Gardes champêtres : approbation de la nomination de Dominique Noirjean (1808), démission du sergent de police Nicolas Bour remplacé par Etienne Maldidier (1826-1828), révocations de François Nicloux et Dominique Bernard remplacés par Jacques Parizot et Etienne Maldidier (1827), démission de Parizot remplacé par Georges Noirjean (1829), révocation de Maldidier (1829, 1830), nomination de François Courtaux comme second garde (1832), augmentation du salaire des gardes, nomination du sergent de police Sébastien Léonard, fixation de son traitement et démission de son poste de conseiller (1833-1835) ; révocations de Courtaux (1834, 1835) et de Sébastien Nicloux (1842) ; démission de Noirjean et nomination de François Maldidier comme garde et sergent (1852), candidature sans suite de Nicolas Lauvray (1852), nomination de Claude Lapointe pour remplacer provisoirement Nicolas Rose (1853).

20412/2 - 20412/6 Biens communaux.

An IV [23/09/1795 - 21/09/1796] - 1870

20412/2

Propriété, opérations immobilières.

An VII [22/09/1798 - 22/09/1799] - 1869

Propriété.

Arrêté rejetant l'opposition du maire à la vente du terrain dit la Queue de l'Etang au profit de la Caisse d'amortissement (1813). Etat des propriétés foncières, rentes et créances mobilières composant l'actif de la commune (1866).

Anticipations et abornements : arrêté autorisant l'abornement des propriétés particulières (1811), autorisation de plaider en justice contre les habitants usurpant des terrains communaux (1819-1822), réclamation de Jean Girardin contre l'arrêté du maire ordonnant la délimitation d'un enclos et d'un four qu'il a construit sur le sol communal (an VII, 1825), instruction relative à des anticipations commises sur la portion de la veuve Panguin (1832) ; rejets des réclamations de Joseph Courtaux contre une anticipation commise lors de la construction de l'école (1832) et d'Antoine Jacquemot, Joseph Laboureur, Claude Thomas et Michel Girard relative à des anticipations commises sur leurs portions (1834, 1835) ; contestation relative à une anticipation de Louis Hollot sur la portion de Jean Vauchair (1836) ; abornement des terrains contigus à des propriétés particulières (1838), rejet de la plainte du conseiller Jean-Nicolas Loison relative à une anticipation commise par le maire (1850), abornement du chemin d'exploitation dit du Bois-le-Fèvre contigu à la propriété de Jean-Nicolas Thiriot (1854), abornement des propriétés contigües aux terres de Jean Bronne, Joseph Reneaux et Dominique Brouant (1854), abornement général des terrains et des chemins (1855, 1856), litige entre Louis Calbat et Eugène Angel au sujet de la portion de ce dernier (1863, 1864), abornement d'une friche contigüe à une parcelle acquise par François-Nicolas Loison (1868).

Opérations immobilières.

Instructions relatives à la réclamation de Charles Honoré, Pierre Bernard, Jean Laboureur et Anne Lorrain pour obtenir la concession d'un terrain où leurs ancêtres ont bâti une maison (1819, 1820). Contestation avec François-Charles Sibille relative à la vente d'un terrain en 1834 (1830-1836). Instruction relative au projet de vente d'une portion attribuée à Joseph Courtaux en faveur de François-Georges Brouant (1838). Echange de terrains avec François Heymonnet pour permettre la démolition d'un mur touchant au caniveau du chemin de grande communication n° 26 (1845). Aliénations des anciennes maisons d'écoles en faveur de Jean Mangin et Jean-Félix Bronne et mise en location du jardin et de la maison de l'instituteur (1862-1864). Achat d'un terrain au sieur Gillet et consorts pour servir de jardin à l'instituteur (1868, 1869).

Demandes de concessions de terrains à bâtir par Simon Toutenuit, Jean Bernard, Antoine Baudinet, le sieur Joseph, François Crépin, François Champouillon, Dominique Lorrain, Anne Brouant et Jean-Pierre Hauriat (1832-1852).

Refus de vendre des terrains à Nicolas Clément (1840), au cabaretier Sibille (avec croquis, 1845, 1846) et à François Althemayer et Dominique Vignon (avec 2 plans, 1845, 1846).

Ventes de terrains à bâtir en faveur de François Cheilletz et Jean Vincent (1824, 1825), Jean Bernard (1831, 1832), Nicolas Bion et Nicolas Rose (1831-1839), Charles Sibille et François Corps (1834), François Crépin (1839), François Champouillon (1839, 1840), Jean Bouchy (1841, 1842), Nicolas Fautant et Joseph Saunier (1842, 1844), Nicolas Vignon (1844), Louis Lallement (1844, 1845), Michel-Rémy Piquelle (1848), Jean-Pierre Baudinet (1853), Jean Champouillon (1859, 1860), Michel-Rémy Piquelle (1863, 1867), Jean-Nicolas Christophe (1867).

20412/3

Lots d'affouage, exploitation, troupeau commun et vaine pâture, réseaux d'eaux.

An IV [23/09/1795 - 21/09/1796] - 1870

Lots d'affouage.

Instruction refusant la délivrance d'un supplément d'affouage aux indigents et ordonnant la vente au profit de la caisse communale (1813). Autorisations de vendre les lots des retardataires sur le paiement des redevances (1817-1833).

Arrêté ordonnant la délivrance d'une portion à Marie Christophe (1806). Rejets des demandes de jouissance de Nicolas Cheilletz (1845, 1846) et de la sage-femme Catherine Baudinet (1864). Réclamations et mises en jouissance de Barbe Courtaux et Jean-Pierre Roget (1869).

Exploitation.

Arrêté approuvant l'adjudication des récoltes des terrains anticipés (1814). Autorisation d'exploiter deux haies et de vendre des copeaux déposés dans la grange du presbytère (1826, 1827). Mandats de paiements pour le façonnage du bois des arbres de la Côte et de l'exploitation de peupliers (1869, 1870).

Procès-verbaux d'adjudications de la pâture des chemins (1818-1825), des droits de la fête patronale, du droit de jouer de la musique et de vendre sur la place, du jeu de quilles (1818-1832), du transport de l'abreuvoir et de sept arbres pour réparer l'aqueduc et la fontaine (1822), des immondices provenant du nettoyage de l'abreuvoir (1823), des fruits champêtres (1825, 1829), des boues et immondices des chemins (1827), de la pêche dans une mare (1831) et du jeu de quille (1832).

Arrêtés autorisant les locations du terrain situé derrière l'étang pour financer les réparations de l'église et du cimetière et l'achat d'ornements (an XII) et celle de la pâture des bois pour acquitter les dettes (an XIII). Extrait du bail de location d'un terrain pour neuf ans (1867).

Droits de chasse : procès-verbaux d'adjudications (1817, 1820, 1832), renseignements relatifs aux droits acquis par l'adjudicataire Dominique Brouant dans le quart de réserve (1820), instruction relative à la demande d'autorisation de creuser des louvières présentée par Jean Vincent (1831).

Plantations : autorisation de planter des peupliers d'Italie dans les pâtis et des arbres fruitiers dans les portions bordant le grand chemin de Metz (1821), vente de trois chênes situés dans un terrain mitoyen avec Ancy-lès-Solgne (1836), autorisations de vendre des peupliers (1861, 1862) et d'abattre des arbres dans la Côte de Tragny (1869).

Troupeau commun et vaine pâture.

Procès-verbaux d'adjudications de la garde des troupeaux et de la fourniture de bêtes mâles (an IV-1814). Rejet des réclamations de François Noiré et Anne Fournier pour être rayés du rôle de contribution au traitement du pâtre (1806). Refus d'autoriser les troupeaux séparés de dindons (1859). Extrait du procès-verbal d'adjudication de bêtes mâles et de conduite du troupeau d'oies et de dindons en faveur de Dominique Lombard et Jean-François Rose (1867, 1868). Rejet de la réclamation de Joseph Noël et François Altmayer pour être exonérés du paiement du salaire du garde des oies et des dindons (1868).

Vaine pâture : refus d'autoriser la pâture de nuit (avec 2 affiches, 1846), rejet de la réclamation du sieur Bouchy et consorts pour être autorisés à la pâture de nuit (1853).

Réseaux d'eaux.

Autorisation de confection d'un abreuvoir et vente du bois hors de partage (1822). Délivrance d'un arbre pour réparer l'abreuvoir, vente de deux autres et réparation d'un aqueduc (1824). Instruction relative au rétablissement de tranchées dans les prairies et au curage des fossés (1830). Plainte du desservant Dragnet d'Antilly au sujet d'une pompe construite près de sa maison (1847, 1848). Réparations au gué, à la fontaine et à la pompe (avec affiche, 1855). Reconstruction d'un puits (1861). Renvoi devant les tribunaux de la réclamation de Jean-François Jacot contre la maison construite par Claude et Michel Thomas qui gêne l'écoulement des eaux pluviales (1866). Restauration d'une fontaine, construction d'un pont et réparations des puits et abreuvoirs (1868, 1869).

Fontaines : rétablissement et indemnisation des dommages causés aux récoltes de François Corps (1821), refus d'approuver le vote de 150 F pour des réparations (1825), réparations (1832), instruction relative à des réparations (1834), abandon d'un projet de construction ayant suscité des réclamations (1836-1838), réparations (1838), rétablissement (1843, 1844), construction d'un abreuvoir à la fontaine (1844, 1845), instruction relative à l'indemnisation des délits commis dans le jardin de Jean-Jacques-Alfred Bosquette au cours de la construction d'une fontaine (1845), reconstruction de la petite fontaine et d'un abreuvoir (1846) et établissement d'une pompe (1846), confection de pavés et d'un abreuvoir (1848, 1849), établissement d'une 2e fontaine (1858-1860), construction d'une fontaine avec lavoir et remplacement des corps en bois par des corps en fonte (1866-1869).

20412/3/1

Arrêté préfectoral relatif au parcours et à la vaine pâture.

Affiche imprimée chez Ch. Dieu à Metz.

1846

20412/3/2

Réparations au gué.

Affiche d'adjudication des travaux, imprimée chez la veuve Maline à Metz.

1855

20412/4

Lots de portions communales.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

Contentieux.

Procès soutenu en 1858 contre Dominique Brouant au sujet de la jouissance d'un lot attribué à Joseph Noël (1857-1867).

Partage et jouissance.

Instruction refusant la location des biens communaux partagés pour financer les réparations de l'église (an XII). Arrêté maintenant les partages de 1772 et 1775 (1806). Réclamation de Charles Sibille et annulation d'une délibération établissant un droit d'entrée (1821, 1839). Rejet de la réclamation du père François Champouillon relative au paiement d'un droit d'entrée (1844). Approbation du règlement de jouissance (1867).

Réclamations.

Arrêté retirant la portion d'Anne Malaisé et l'attribuant à Pierre Leroy (an IX). Rejet de la réclamation de Catherine Collin pour obtenir le lot délaissé par ses parents (an XII). Arrêtés mettant en jouissance Claude Fournier (1806), maintenant Nicolas Dardar dans la jouissance des portions de son père (1806), relatif à la réclamation de Georges Cheillets pour obtenir le lot de son beau-père et réintégrant Barbe Bildé en jouissance (1807). Plainte de Nicolas Cromptach contre Claude Fournier et Jean Machete et instructions relatives aux habitants qui contestent les arrêtés de mise en jouissance (1807, 1808). Autorisation de culture du lot délaissé par sa mère en faveur du caporal Joseph Crépin (1808). Contestation de jouissance entre l'ancien soldat Joseph Crépin et le réclamant Claude Noël (1814). Retrait du lot de Pierre Mouzin et attribution à Sébastien Léonard (1817). Maintien en jouissance de Jean Thonnate durant son service militaire (1819). Instruction relative aux prétentions de Jeanne Jeandemetz et Jean Vincent sur le même lot (1825). Décision du Conseil d'Etat annulant l'arrêté du conseil de préfecture qui rejetait la réclamation de Nicolas Tournois (1830-1833). Mise en jouissance de Sébastien Léonard et Michel Thomas (1833, 1835). Rejet de la réclamation de Dominique Tournois pour obtenir le lot délaissé par son père (1834). Instruction relative à la réclamation de l'institutrice Jeanne Jacquard pour obtenir le lot délaissé par Jacques Saulnier (1834). Attribution du lot délaissé par Jean-Dominique Brouant à Nicolas Collin et rejet de la réclamation de Jeanne Jacquard (1834, 1835). Renoncement de la commune à saisir le Conseil d'Etat à propos des arrêtés du conseil de préfecture en faveur de Charles Sibille et Georges Cheillets (1836, 1837). Rejet de la réclamation de Dominique Masson pour être maintenu en jouissance du lot délaissé par Christophe Noël et attribution à Anne Brouant (1837). Instructions relatives à la réclamation de Jean Mangin (1839) et au retrait du lot de la veuve Draguet (1844). Attribution du lot délaissé par Nicolas Bion en faveur de Jean Baudinet (1844). Approbation de la réclamation de Jean Collin pour obtenir le lot délaissé par Anne Brouant en faveur de sa femme (1845). Refus d'autoriser la location d'une portion devenue vacante par décès (1847). Approbation de la réclamation de Jean Baudinet pour obtenir la jouissance du lot délaissé par son père (1847). Contestation de la jouissance d'un lot entre Marguerite et Anne Brouant (1847). Rejet de la réclamation de Jean Poinsignon et mise en jouissance de Marie Baudinet (1850, 1851). Observations relatives au retrait des lots de Jean Vincent, Nicolas Thiriot et de la veuve Paugain après leurs déménagements (1853). Réclamations de Michel Bigot et Marguerite Jeandemetz pour être dédommagés de la réduction de leurs portions (1855), de Pierre et François-Dominique Citerlé au sujet du lot délaissé par leur père (1857, 1858) et de Louis Tournois et Françoise Lombard pour obtenir le lot délaissé par Georges Baudinet (1857, 1858). Rejet de la réclamation de Jean-François Courtaux pour obtenir le lot délaissé par sa belle-mère (1858). Contestation entre Jean Bouchy et Françoise Saunier relative au lot délaissé par Marie Paugain (1858). Rejet de la réclamation de Claude Cor pour obtenir le lot délaissé par le sieur Hennequin (1861). Approbation de la réclamation de Jean Poinsignon pour obtenir le lot délaissé par Etienne Maldidier (1861). Réclamation et mise en jouissance de Michel-Nicolas Thiriot (1864). Rejets des réclamations de Michel-Rémy Piquelle contre la jouissance de lot à Nicolas Didier (avec extrait de la liste des aspirants à la jouissance, 1865) et Jean Baudinet (1867). Réclamation et mise en jouissance de Charles Nassoy (1869). Rejet de la réclamation de Michel-Nicolas Crépin pour obtenir le lot délaissé par son aïeul (1870).

20412/5 - 20412/6 Forêt communale.

An XIII [23/09/1804 - 23/09/1805] - 1870

20412/5

Réglementation, gardes et délits forestiers, aménagements, abornements.

1814 - 1870

Réglementation.

Procès-verbaux d'adjudications de la glandée (1818, 1822). Refus d'autoriser Nicolas Bronne à rétablir une vanne dans un fossé périmétral (1832-1838). Autorisation de curage d'un fossé périmétral en faveur de M. Gusse (avec croquis, 1852). Autorisations de passages en faveur des propriétaires Léonard Cossin et Girard pour accéder à la prairie (1830), de M. Mathis sur un chemin de vidange (avec plan, 1857), de Georges Bastien pour le passage des bestiaux de M. Lubré (avec plan du canton des Récompenses, 1866) et de Dominique Pierron pour vidanger les bois de M. Bernard (1869).

Gardes forestiers.

Rejet d'une plainte contre le sieur Lacour (1825). Refus de prononcer la révocation de François Lacour demandée par le maire (1830).

Délits forestiers.

Lettre du conservateur des eaux et forêts favorable à la délivrance de huit stères à la brigade de gendarmerie de Solgne pour avoir contribué à la recherche des bois volés par les habitants (1814). Remise d'amende en faveur du marchand de bois Antoine fils (1858).

Aménagement.

Nouvel aménagement par l'arpenteur Petin pour contribuer au financement de la construction des écoles (1861-1863). Refus du conseil de procéder aux opérations périodiques de nettoyage (1864-1866).

Autorisations de défrichements pour la construction du chemin de grande communication n° 26 et le redressement du chemin de Luppy à Tragny (1840, 1842) et de 38 ares près du chemin n° 26 (1854), rejet d'une demande de défrichement de 45 ares dans la coupe affouagère (1869).

Abornements.

Délimitations avec le bois dit du Braconnier appartenant à Louis de Tschudy (1818) et avec un pré appartenant à Nicolas Bronne (1820). Rejet de la réclamation de Nicolas Nicloux pour être autorisé à élaguer les bois qui ombragent son champ (1821). Approbation de la réclamation de M. Lubré relative à la propriété d'un arbre en lisière (1824). Délimitation partielle avec les bois de MM. Lubré et Mathis (avec 2 plans, 1834-1837). Elagage de six chênes contigus à la propriété de Nicolas Thiriot (1836). Délimitations avec le bois Grelot appartenant au baron de Tschudy (avec 5 plans, 1837-1846), avec le bois dit La Canotte appartenant à M. Suby (1840-1844), avec les bois du comte M. Duleau d'Allemand (avec 2 plans, 1844-1851) et avec les bois de Dain appartenant au marquis de Vissec de la Tude (avec tracé géométrique, 1869, 1870).

20412/6

Exploitation.

An XIII [23/09/1804 - 23/09/1805] - 1866

Quart de réserve.

Autorisations de vendre la partie appelée le Bouchot (1809) et huit hectares (1821, 1822). Refus du conseil de voter l'abandon du 6e du produit de la vente (1823, 1825). Autorisation de vendre environ 10 hectares (1828). Refus d'autoriser le défrichement et la délivrance d'une coupe extraordinaire pour financer la restauration du presbytère, la construction d'une école, d'une salle d'asile et d'une seconde fontaine et l'achat d'une pompe à incendie (1854, 1855).

Coupe affouagère.

Arrêté autorisant l'exploitation du bois Houard avec procès-verbal d'adjudication (1809, 1811). Procès-verbaux d'adjudications des coupes et de la confection des fossés (1811-1832). Autorisation de vendre le bois impartageable et le lot de la veuve Thiébaud (1819). Instruction relative à la délivrance d'un mandat de paiement des frais d'exploitation (1822). Rejet d'une réclamation du maire relative à la contenance des coupes délivrées (1834). Instructions relatives à une réclamation des conseillers au sujet d'une coupe par anticipation pour financer la construction de la côte sur le chemin de Luppy à Tragny (1847) du versement des traites dues par l'adjudicataire des coupes pour financer l'horloge, l'abreuvoir et le chemin de grande communication n° 26 (1849). Autorisations de réunions de bois à l'affouage (1852-1857) et autorisations de ventes du bois mis hors de partage (1818-1856). Réclamation de l'adjudicataire Honoré pour être payé de ses travaux d'exploitation (1860).

Délivrances et ventes d'arbres et de bois.

Autorisations d'exploiter 30 chênes dépérissants pour payer les dettes et les charges (an XIII) et de délivrer deux chênes pour réparer des corps de fontaines (1806). Arrêté délivrant 20 chênes dépérissants à titre de supplément d'affouage (1809). Procès-verbal de vente de 156 chênes (1811). Arrêté délivrant à la commune environ 50 arbres de futaie dans le canton du bois rapaille pour financer des dépenses (1811). Refus de délivrer deux arbres pour construire de nouvelles auges (1812). Arrêtés autorisant la vente de 150 arbres distraits de l'affouage et la plantation de saules dans un terrain marécageux (1812) ; la délivrance de bois de construction pour les maisons incendiées de Nicolas Lanoray, Dominique Nicloux et de la veuve Jeandemetz (1813) et délivrance de coupe de 1817 par anticipation ainsi que les arbres de futaie dépérissants (1815). Autorisations et procès-verbaux de ventes de chablis (1825-1832). Demande sans objet de vendre trois arbres situés dans les fossés pour faciliter l'écoulement des eaux (1830). Ventes du produit d'élagage de deux chemins de vidange (1830) et de cinq arbres dépérissants en lisière (1834). Observations relatives à une réclamation du maire concernant une vente de bois (1835). Délivrances d'un chêne pour confectionner une auge (1846) et du bois de chauffage pour les écoles et pour le garde du triage (1859-1866).

20412/7

Bâtiments communaux.

1806 - 1869

Equipement et assurance.

Versement d'un secours à la fabrique pour financer l'achat d'ornements, votes de crédits pour réparer une fontaine et meubler l'école des filles (1839, 1840). Délibération favorable à l'achat d'une maison commune pour le conseil, les archives et les adjudications (1853). Achat d'une pompe à incendie au sieur Perrin (1855, 1856). Votes de crédits pour l'ameublement de la salle d'asile et du logement de la soeur (1866, 1868).

Cloches : procès-verbal d'adjudication de la réparation des montures (1813), demande d'autorisation d'achat d'une seconde cloche au fondeur Jaclard (1826, 1827), autorisation de refonte des deux cloches pour en obtenir trois (1829), fourniture de cordes (1833).

Horloge : paiement des réparations et refus de payer la conduite de l'horloge et la sonnerie pour la mort de Louis XVIII (1825), achat à l'horloger Joseph Jacquet (1832, 1833), approbation de la réclamation de l'instituteur Thiriot pour être payé de l'entretien (1860, 1861), paiement des réparations (1869).

Assurance : observations du percepteur Lacondamine pour que les communes de sa perception s'assurent contre l'incendie (avec publicité de la compagnie Le Dragon, 1843), vote d'un crédit pour l'assurance contre l'incendie (1868), délibération relative à l'assurance des bâtiments (1869).

Entretien général.

Réparations aux fontaines et à l'église (1810). Arrêtés autorisant les réparations par économie de la toiture de l'église, d'une fontaine (1811), d'un chemin, d'un pont, d'une fontaine, du clocher et des murs du cimetière (1813). Instruction refusant d'autoriser des réparations financées sur le produit de la vente du quart de réserve versé à la Caisse d'amortissement (1815). Instructions relatives au financement des réparations des fenêtres de l'église, du gué et de la fontaine située au centre du village (1816). Adjudication des réparations aux murs du cimetière, à l'aqueduc et à la fontaine (1820). Réparation de l'église et rétablissement d'une croix située sur le chemin de Metz à Hicourt (1821, 1822). Instruction à l'architecte Derobe pour qu'il vérifie l'exécution des travaux (1823). Réparations au gué, à l'église, au presbytère (1823, 1825), aux puits et abreuvoirs, à l'église et au presbytère (1829, 1830). Instruction relative au paiement des réparations à l'église, aux chemins, à l'aqueduc et au gué (1830). Reconstruction de l'église, réparation du clocher et reconstruction des murs du cimetière (1830, 1831). Construction d'une fontaine, d'un mur séparatif entre les jardins de l'école et du presbytère, d'un four pour l'école et des portes du cimetière (1833). Réparations de l'église, du presbytère, de l'aqueduc et du gué et des murs du cimetière (1834, 1835). Contestation avec l'entrepreneur Dominique Colin relative aux travaux exécutés au presbytère, à l'église et aux écoles (1857-1861).

Ecoles et salle d'asile.

Lettre du maire relative à un terrain disponible pour bâtir une salle d'école (1823). Achat d'une maison aux héritiers Sibille en échange de la cession d'un terrain et construction de deux écoles (1831-1835). Réparations (1856, 1857). Plainte de Joseph Renaux relative à l'absence de lieux d'aisance (1857). Fermeture administrative des écoles, projet de nouvel emplacement et réouverture temporaire (1857-1860). Achat de terrains aux époux Genneson et à Louis et Barbe Clause pour servir d'emplacement à la nouvelle école (1861-1865). Construction d'une école pour les deux sexes, servant aussi de mairie et de remise pour la pompe à incendie (1861-1865). Achats de la mitoyenneté d'un mur à Jean Girard et d'un passage pour l'écoulement des eaux à Louis Clause (1863, 1864). Achat d'un terrain à Marie-Adèle Thiriot et construction d'une salle d'asile et d'un préau couvert (1866-1869, avec le Moniteur de la Moselle, 17^e année, n° 20 du 14 février 1868).

Eglise.

Reconstruction et agrandissement financés par les fonds placés à la Caisse de service (1840-1842). Réception des autels construits par le sieur Gallez et des travaux effectués dans l'église et le chœur (1844, 1845). Restauration de la toiture du chœur (1851). Remaniement de la toiture (1864). Vote d'un crédit pour réparer la grande porte (1868).

Presbytère.

Projet de construction d'un presbytère et d'une école financé par la vente du quart en réserve (concerne aussi l'envoi d'un desservant à Luppy, 1819-1821). Achat d'un presbytère à Jean-Dominique Brouant financé par les fonds placés à la Caisse de service (1822-1825). Instruction relative à la contribution de Joseph Courtaux pour l'exhaussement d'un mur mitoyen (1834, 1835). Remaniement de la toiture (1851). Vote d'un crédit d'entretien (1867).

Cimetière.

Autorisation de réparations des murs (1806). Approbation de la plainte de Joseph Renaux contre le projet d'agrandissement (avec 2 plans, 1857).